

Gouvernement du Québec

Décret 786-2023, 10 mai 2023

CONCERNANT la ministre déléguée à la Santé

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), la ministre déléguée à la Santé ait pour fonctions de seconder le ministre de la Santé et d'exercer, sous sa direction, les fonctions et les responsabilités de celui-ci notamment à l'égard :

1° de la modernisation de la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001);

2° de la mise en place de l'hospitalisation à domicile;

3° du conventionnement d'établissements privés non conventionnés;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1653-2022 du 20 octobre 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79773

Gouvernement du Québec

Décret 787-2023, 10 mai 2023

CONCERNANT le Comité ministériel des services aux citoyens

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les dispositions suivantes s'appliquent au Comité :

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

1. Sont membres du Comité ministériel des services aux citoyens :

— le ministre de la Langue française, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre responsable des Institutions démocratiques, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et ministre responsable de la Laïcité;

— la ministre de la Famille;

— la ministre des Transports et de la Mobilité durable;

— le ministre de la Santé;

— le ministre responsable des Services sociaux;

— le ministre de l'Éducation;

— le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse;

— la ministre des Affaires municipales;

— le ministre de la Cybersécurité et du Numérique;

— la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air;

— la ministre responsable des Aînés et ministre déléguée à la Santé;

— le ministre de la Sécurité publique;

— la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire;

— la ministre responsable de l'Habitation;

— le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

En outre, tout membre du Conseil exécutif peut, sur demande du président du Comité, agir à titre de membre du Comité lors d'une réunion.

2. Le ministre de la Langue française, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre responsable des Institutions démocratiques, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et ministre responsable de la Laïcité est le président du Comité et la ministre de la Famille en est la vice-présidente. Elle remplace le président lorsque celui-ci est absent ou présente un document.

En leur absence, tout autre membre du Comité peut être désigné pour remplacer le président.

3. Le quorum du Comité est de trois membres, dont celui qui préside la réunion.

4. Le Comité tient ses réunions aussi souvent que cela est nécessaire ou lorsque le premier ministre le demande.

L'ordre du jour est transmis à tous les membres du Conseil exécutif.

5. Tout membre du Conseil exécutif, le whip en chef du gouvernement et le président du caucus du parti du gouvernement peuvent assister aux réunions du Comité et y faire les représentations qu'ils jugent utiles et obtenir copie des documents afférents à un sujet inscrit à l'ordre du jour.

6. Le secrétariat du Comité est assuré au sein du ministère du Conseil exécutif.

MANDAT DU COMITÉ

7. Le Comité ministériel des services aux citoyens a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les mémoires, les notes explicatives et les notes d'information qui lui sont soumis afin de lui permettre :

- 1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité;
- 2° d'identifier les solutions possibles;
- 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure;
- 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique;

Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres.

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1670-2022 du 20 octobre 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

79774